



22^e session du Conseil des droits de l'homme

Droit à l'alimentation : Rapport de M. le Rapporteur spécial Olivier de Schutter

Intervention du Luxembourg (4 mars 2013)

Le Luxembourg salue les deux Rapporteurs spéciaux pour les rapports qu'ils ont présentés.

Dans le cadre de la coopération établie entre le Rapporteur spécial du droit à l'alimentation et mon gouvernement, ma délégation remercie particulièrement Monsieur Olivier de Schutter de ses rapports de mission au Canada, au Cameroun, ainsi qu'à la FAO. Nous le félicitons pour la qualité de son travail.

Le Luxembourg souhaite rappeler que chaque jour 25 000 personnes, surtout des enfants meurent de faim et de malnutrition. Et chaque jour, un milliard de personnes n'arrivent pas à manger à leur faim.

80% des personnes souffrant de faim et 75 % de ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté vivent en milieu rural. Comme le souligne le rapport, ce sont les femmes paysannes qui sont particulièrement discriminées. Elles subissent toute une série de discriminations et de violations de leurs droits, parce qu'elles sont des femmes, qu'il s'agisse de l'accès au crédit, de l'accès à la terre ou encore des droits de succession.

Nous soutenons l'appel lancé par le Rapporteur spécial aux Etats de lutter contre la discrimination qui prend sa source dans des normes sociales et culturelles.

Ma délégation fait siennes les différentes recommandations du rapport, en particulier celles plaidant en faveur d'une plus grande autonomisation des femmes rurales pauvres, notamment en favorisant l'accès des filles et des femmes à une meilleure éducation, ainsi que la mise en place de mesures de protection sociale efficaces et responsables.

Selon le rapport, des 450 millions de travailleurs agricoles salariés dans le monde, les femmes représentent entre 20 et 40% de la main d'œuvre agricole. Les droits fondamentaux de ces travailleurs dans l'ensemble sont fréquemment violés. Il est donc crucial que la législation du

travail soit mieux appliquée et que les Conventions pertinentes de l'OIT soient pleinement respectées.

D'où notre question à M. De Schutter : Quelle type de coopération avec l'OIT estimez-vous opportune que ce Conseil mène sur ce terrain avec l'OIT ? Par quels moyens, votre rapport pourrait-il être porté à l'attention de l'OIT et du FAO ?